

## 4. Les avantages de la réduction du fossé hommes-femmes

De nombreuses études démontrent que le rendement des parcelles exploitées par les femmes est inférieur à celui de leurs homologues masculins. Ce phénomène n'est pas dû au fait que les femmes soient moins compétentes dans le domaine agricole. Bien au contraire, les faits recueillis démontrent que les femmes sont aussi efficaces que les hommes: tout simplement, elles n'ont pas accès aux mêmes intrants; si elles étaient à égalité dans ce domaine, leur rendement rattraperait celui des hommes et leur production s'en trouverait augmentée, de même que la production agricole globale.

Grâce à son index « Institutions sociales et égalité hommes-femmes » (ISE), l'OCDE offre un instrument permettant d'explorer la corrélation entre l'égalité hommes-femmes et la productivité agricole (OCDE, 2010). Cet index reflète les normes sociales et juridiques, de même que les droits en matière de propriété, les pratiques conjugales et les libertés civiques qui affectent le développement économique des femmes. Lorsque l'indice est faible, la discrimination basée sur le sexe est minime. On observe que les pays dont le taux d'inégalité entre hommes et femmes est plus faible tendent à obtenir des rendements céréaliers plus élevés que ceux des pays où l'inégalité est plus prononcée (voir Figure 16). Bien entendu, il ne s'agit là que d'une corrélation, et non d'un rapport de cause à effet, puisque ce dernier pourrait aller dans l'un ou l'autre sens, voire dans les deux à la fois. En d'autres termes, les sociétés offrant plus d'équité tendent à avoir un secteur agricole plus productif; mais il est aussi vrai qu'un secteur agricole productif peut contribuer à réduire l'inégalité hommes-femmes.

L'étude que nous passons en revue ci-dessous confirme que la réduction du fossé hommes-femmes dans le secteur agricole est de nature à en améliorer la productivité, ce qui comporte des avantages supplémentaires importants: augmentation du revenu des

agricultrices ainsi que de la disponibilité de nourriture, mais aussi réduction du prix des denrées alimentaires et augmentation du taux d'emploi et des salaires réels des femmes.

### La productivité des hommes et des femmes dans le domaine agricole

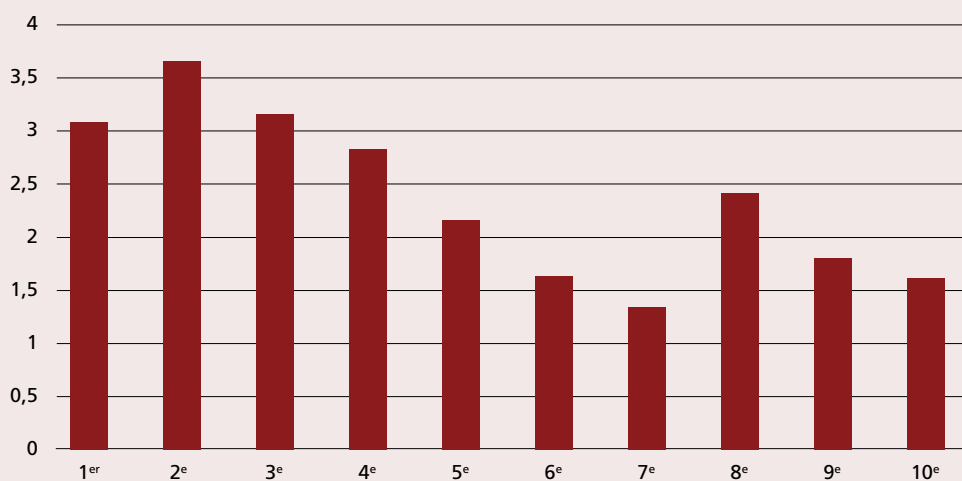
Nombre d'études ont tenté de déterminer si les exploitantes agricoles étaient aussi productives que leurs confrères masculins. Ces études mesurent la productivité de diverses façons; cependant, la méthode la plus répandue s'appuie sur la production à l'hectare cultivé, ou rendement. Lorsqu'on compare tout simplement les rendements des exploitations tenues par des hommes et par des femmes, on peut observer les différences entre les deux catégories – à savoir qu'en règle générale, les rendements des femmes sont inférieurs à ceux des hommes –, mais cette comparaison n'explique pas un tel phénomène. Les études plus approfondies visent également à déterminer si ces disparités ont pour origine des différences dans l'utilisation des intrants comme les semences améliorées, les engrais ou les outils agricoles, ou encore d'autres facteurs tels que l'accès aux services de vulgarisation et d'éducation. Dans leur grande majorité, ces études confirment que les femmes sont tout aussi efficaces que les hommes et qu'elles obtiendraient des rendements identiques si, toutefois, elles avaient un accès égal aux ressources et aux services qui contribuent à la production.

Une étude quasi exhaustive des écrits spécialisés en la matière a permis de faire ressortir 27 études comparatives de la productivité respective des hommes et des femmes se consacrant à l'agriculture.<sup>10</sup>

<sup>10</sup> Pour un examen plus détaillé de ces écrits spécialisés, voir Quisumbing (1996) et Petermann, Quisumbing et Behrman (2010).

**FIGURE 16**  
**Rendements céréaliers et inégalité homme-femme**

Rendements céréaliers (en tonnes/ha)



Groupe ISE:  
1<sup>er</sup> = l'inégalité homme-femme la plus faible, jusqu'au 10<sup>e</sup> = l'inégalité homme-femme la plus forte

Notes: L'inégalité homme-femme est une mesure utilisée par l'Index « Institutions sociales et Égalité homme-femme » (ISE), mesure composite de la discrimination homme-femme, fondée sur les institutions sociales, qui a été établie par le Centre de développement de l'OCDE.

Sources: Rendements céréaliers: FAO, 2010b; Groupe ISE: OCDE, 2010.

Ces études, qui couvrent un vaste éventail de pays pour la plupart situés – mais pas exclusivement – sur le continent africain, mais aussi une large gamme de cultures, de périodes et de systèmes d'exploitation agricole, ont recours à différentes mesures de la productivité et de l'efficacité. En dépit de cette variété de méthodes, la plupart d'entre elles constatent que les agriculteurs obtiennent des rendements plus élevés que les agricultrices. Bien que les disparités de rendement soient parfois très accentuées, on peut dire qu'un grand nombre se situent autour de 20 à 30 pour cent, avec une moyenne de 25 pour cent.<sup>11</sup>

La majeure partie de ces études observent que les différences de rendement sont attribuables au niveau des intrants employés, ce qui donne à penser qu'en opérant une réallocation des intrants des parcelles tenues par des hommes en faveur de celles tenues par les femmes, on pourrait augmenter

la production globale d'un ménage – ce que plusieurs études démontrent de façon explicite. Étant donné que les écrits spécialisés en la matière sont complexes et prêtent parfois à controverse, nous en proposerons ci-après une synthèse.

L'une des études faisant le plus autorité dans ce domaine concerne le Burkina Faso. Les auteurs de l'étude ont comparé 4 700 parcelles agricoles appartenant à six villages. Si l'on excepte le travail effectué en propre, les parcelles gérées par les femmes faisaient une utilisation moindre de tous les autres intrants, à savoir: main-d'œuvre masculine et enfantine, animaux de trait et engrais organiques ou chimiques. Le rendement des femmes était inférieur à celui des hommes pour toute une gamme de cultures, et notamment de 20 pour cent pour les légumes et de 40 pour cent pour le sorgho, et cette différence s'expliquait intégralement par une moindre utilisation des intrants productifs, elle-même attribuable aux normes sociales régissant les relations entre les deux sexes. Ces mêmes auteurs considéraient qu'une augmentation de l'emploi d'intrants sur les parcelles exploitées

<sup>11</sup> Les 27 études comparatives ne quantifient pas toutes l'écart de rendement. Certaines proposent des estimations pour une seule culture, tandis que d'autres en prennent plusieurs en compte.

par les femmes pouvait donner une hausse générale de la production de l'ordre de 10 à 20 pour cent (Udry et divers collaborateurs, 1995). Une analyse plus poussée des mêmes données a indiqué qu'une réaffectation des ressources en faveur des parcelles tenues par les femmes comportait un potentiel d'augmentation générale de la production des ménages concernés de près de 6 pour cent (Udry, 1996).

Deux autres études portant également sur le Burkina Faso permettent de mieux appréhender ces questions. La première constate que les agricultrices obtiennent, par hectare, une production inférieure de 15 pour cent en valeur à celle de leurs homologues masculins. Elle constate également que, pour obtenir des rendements accrus, les agricultrices ont besoin non seulement d'un complément d'intrants, mais également de conseils dispensés par des agents de vulgarisation de sexe féminin; cette observation confirme la complémentarité entre les différents éléments de la vaste gamme d'actifs et de services nécessaires à la production agricole (Bindlish, Evenson et Gbetibouo, 1993). La deuxième étude, reprenant les données de celle d'Udry, les complète au moyen de données plus récentes et représentatives à l'échelle nationale. Elle constate que les ménages implantés dans des zones moins favorables à la production ou dans des secteurs exposés à la sécheresse tendent à répartir de façon plus efficace les ressources entre les parcelles gérées respectivement par les hommes et par les femmes que les ménages situés dans des zones plus favorables, ce qui s'explique peut-être par le fait que les risques découlant de l'inefficacité sont pour eux plus élevés (Akresh, 2008).

Les recherches portant sur les hauts plateaux éthiopiens révèlent que les ménages dirigés par des femmes produisent, en valeur, 35 pour cent de moins par hectare que ceux dirigés par des hommes, l'écart étant attribuable à une moindre utilisation d'intrants et à un accès plus restreint aux services de vulgarisation (Tiruneh et divers collaborateurs, 2001). Dans la même région, les exploitations dirigées par des hommes avaient des rendements en orge et autres céréales supérieurs de moitié à celles dirigées par des femmes, celles-ci ne disposant que de 50 pour cent de la main-d'œuvre masculine

et de moins d'un tiers de la force de traction animale dont disposaient les ménages à direction masculine (Holden, Shiferaw et Pender, 2001).

Les études concernant le Ghana observent que les femmes sont aussi efficaces que les hommes pour la production de maïs et de manioc, mais que leur rendement agricole ainsi que leurs bénéfices sont inférieurs du fait qu'elles ne parviennent pas à préserver la fertilité de leur parcelles (Goldstein et Udry, 2008). À noter que les personnes défavorisées dans les réseaux sociaux et politiques de leur village – ce qui est souvent le cas des femmes assumant la direction d'un ménage – risquent davantage de voir leurs terres expropriées lorsqu'elles les laissent en jachère; c'est pourquoi elles s'efforcent de les garder continuellement en culture, provoquant une érosion de la fertilité du sol (Goldstein et Udry, 2008). Plusieurs études concernant le Ghana confirment également que les producteurs et productrices de cacao obtiennent des rendements identiques, à condition d'utiliser la même quantité d'intrants (Quisumbing et Otsuka, 2001b; Hill et Vigneri, 2009).

Au Kenya, la valeur brute des rendements à l'hectare, pour le maïs, les haricots et le niébé, est supérieure chez les hommes, mais cet écart est mis sur le compte des différences dans l'utilisation des intrants (Saito, Mekonnen et Spurling, 1994). Dans l'ouest du Kenya, on relève que les ménages dirigés par des femmes ont des rendements inférieurs de 23 pour cent à ceux de leurs équivalents masculins, mais, dans ce cas, la différence est due à la précarité accrue de l'accès aux terres et à un niveau d'instruction inférieur (Alene et divers collaborateurs, 2008). Une étude antérieure portant sur les petits producteurs agricoles de l'ouest du Kenya constate que, s'agissant de la production de maïs, les rendements féminins sont inférieurs de 7 pour cent aux rendements masculins et ce, en grande partie en raison d'une utilisation nettement moindre d'engrais (Ongaro, 1990).

Une étude effectuée au Malawi et représentative au niveau national constate que les rendements de maïs sont supérieurs de 12 à 19 pour cent sur les parcelles cultivées par les hommes, mais observe également que les rendements sont

identiques sur un certain nombre de parcelles expérimentales pour lesquelles les femmes ont reçu les mêmes quantités d'engrais que les hommes (Gilbert, Sakala et Benson, 2002).

On dispose, pour le Nigéria, d'une masse considérable d'observations intéressant plusieurs états et tout un éventail de cultures. Dans l'état de l'Oyo, la productivité des hommes et des femmes se livrant à la culture du maïs, de l'igname, du manioc, des légumes et des légumineuses est identique (Adeleke et divers collaborateurs, 2008). Dans l'état d'Osun, le rendement des rizicultrices est inférieur de 66 pour cent à celui des riziculteurs, mais cette disparité est imputable à un taux différent d'utilisation des intrants (Oladebo et Fajuyigbe, 2007). Il en va de même pour les états d'Ondo et d'Ogun, où les femmes travaillant dans de petites exploitations de manioc obtiennent des rendements et des bénéfices inférieurs à ceux de leurs homologues masculins, soit parce qu'elles emploient moins d'intrants, soit parce que leurs intrants sont de qualité inférieure ou coûtent plus cher (Timothy et Adeoti, 2006).

D'autres études portant sur l'Afrique subsaharienne et concernant le Cameroun (Kumase, Bisseleua et Klasen, 2008), le Bénin (Kinkingninhoun-Médagbé et divers collaborateurs, 2010), la Côte d'Ivoire (Adesina et Djato, 1997) et le Zimbabwe (Horrell et Krishnan, 2009) appuient de façon quasi unanime la conclusion selon laquelle l'écart de rendement entre les exploitations masculines et les exploitations féminines est dû principalement aux différences d'accès aux ressources et aux services de vulgarisation.<sup>12</sup>

S'agissant des autres régions, les observations recueillies sont beaucoup moins fournies, étant donné que la ségrégation entre hommes et femmes y est, en général, moindre qu'en Afrique; toutefois, les études dont on dispose confirment généralement que les agricultrices sont au moins aussi efficaces que leurs homologues masculins. À titre d'exemple, au Népal, s'il est vrai que les unités agricoles gérées par des femmes ont, en valeur, un

rendement à l'hectare inférieur à celui des unités gérées par les hommes, l'écart s'explique presque toujours par l'utilisation moindre d'intrants (Thapa, 2008). En Chine, d'après les données provenant de l'étude nationale sur le secteur rural de la Chine, les exploitations agricoles gérées par des femmes sont au moins aussi rentables que celles gérées par des hommes (Zhang, de Brauw et Rozelle, 2004).

Certaines études choisissent comme critère de comparaison la productivité de la main-d'œuvre plutôt que le rendement, mais leurs résultats confirment le constat selon lequel les disparités de rendement sont dues à un taux différent d'utilisation des intrants. Au Bangladesh, à parité d'utilisation des intrants, la productivité de la main-d'œuvre féminine agricole est au moins aussi élevée que celle de la main-d'œuvre masculine (Rahman, 2010). Les études portant sur la productivité de la main-d'œuvre dans la culture du palmier à huile en Indonésie (Hasnah, Fleming et Coelli, 2004), la riziculture au Népal (Aly et Shields, 2010) et la culture des légumes en Turquie (Bozoglu et Ceyhan, 2007) indiquent toutes que la main-d'œuvre féminine est au moins aussi productive que la main-d'œuvre masculine lorsqu'on tient compte des différences en matière d'irrigation et de catégories de semences.

### Les gains de production liés à la réduction du fossé hommes-femmes

Tous les éléments recueillis lors des études indiquent que si l'on parvenait à combler les différences en matière d'utilisation des intrants et si les agricultrices étaient mises en mesure d'atteindre les mêmes rendements que leurs homologues masculins, l'on pourrait réaliser des gains de production substantiels. Il est impossible de calculer ces gains avec précision, étant donné que l'on ne dispose pas des données nécessaires; cependant, on peut se livrer à des estimations suffisamment fiables en se fondant sur les écarts de rendement observés dans les études évoquées plus haut et en s'appuyant sur la superficie de terres agricoles gérées par des femmes.

Comme nous l'avons vu plus haut, les études portant sur l'écart de productivité

<sup>12</sup> Certaines études n'ont pas pu rendre compte de façon exhaustive des écarts de rendement entre agricultrices et agriculteurs, du fait qu'elles n'ont pas pris en compte toutes les disparités de ressources auxquelles sont confrontées les femmes (Zavale, Mabaya et Christy [2006], Uaiene et Channing [2009], et Lilja, Randolph et Diallo [1998]).

entre agriculteurs et agricultrices donnent, pour cet écart, une estimation moyenne de 20 à 30 pour cent et la plupart d'entre elles attribuent cette différence à une utilisation plus réduite d'intrants. Bien que la plupart de ces études aient pour champ l'Afrique subsaharienne, on voit au Chapitre 3 que des décalages semblables en matière d'intrants ont été observés dans toutes les régions. On peut donc raisonnablement en déduire qu'il existe un écart de rendement analogue dans d'autres régions, si bien qu'en réduisant la disparité observée dans l'utilisation des intrants, on pourrait améliorer les rendements sur les terres cultivées par des femmes et parvenir à la parité avec les hommes. On obtiendrait ainsi, sur ces terres, une augmentation de production de 20 à 30 pour cent qui déterminerait à son tour une amélioration de la production nationale, en fonction de la superficie totale des terres gérées par des femmes. On parviendrait de la sorte, dans les pays en développement pour lesquels on dispose de données, à une hausse moyenne de production allant de 2,5 à 4 pour cent.<sup>13</sup> Si on pose que les écarts en matière d'utilisation d'intrants et de rendement sont représentatifs des autres pays en développement, il en découle des gains d'une ampleur analogue à l'échelle mondiale.

Bien entendu, les gains de production potentiels calculés selon cette méthode sont basés sur la répartition actuelle des terres entre hommes et femmes et sur un écart de rendement fixé à 20 à

30 pour cent. Il s'ensuit que les pays où les femmes ont en main une proportion plus élevée des terres cultivées, on pourrait réaliser des gains supérieurs. Toutefois, il convient de noter que la disparité générale d'accès aux ressources agricoles entre hommes et femmes est, en réalité, plus prononcée dans les pays où les femmes ont une moindre proportion des terres à leur disposition. Ainsi, les gains réalisés par la réduction du fossé hommes-femmes en matière d'accès aux ressources seraient encore plus grands dans les pays où ce fossé est le plus large. En d'autres termes, en augmentant la mise en exploitation de terres par des femmes et en leur facilitant l'obtention d'un complément d'intrants, on obtiendrait, dans un tel cas de figure, des avantages socioéconomiques plus amples que ceux évoqués par la présente analyse.

Même si l'on admet qu'une telle approche ne fournit que des estimations très approximatives, ces dernières donnent néanmoins à penser qu'en réduisant l'écart de productivité entre les hommes et les femmes, on pourrait augmenter de façon significative la production agricole dans le monde en développement. Ce faisant, on augmenterait la quantité de nourriture disponible, avec comme corollaire une réduction de la sous-alimentation. La méthode habituelle utilisée par la FAO pour estimer le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation consiste à calculer l'apport énergétique alimentaire quotidien disponible pour la consommation dans chaque pays et à appliquer des critères propres à ce pays pour la répartition de cet apport ainsi que des seuils pour les besoins énergétiques minimums par personne (voir FAO, 2002 pour plus de détails). Les personnes tombant sous ce seuil minimum sont considérées comme souffrant de sous-alimentation chronique. La production alimentaire intérieure d'un pays est une composante clé de l'apport énergétique alimentaire quotidien, si bien que la diminution des écarts de rendement entre hommes et femmes pourrait déterminer une baisse du nombre de personnes souffrant de sous-alimentation, à condition bien sûr que la production alimentaire supplémentaire obtenue grâce

<sup>13</sup> Des données concernant la part des terres cultivées par des femmes sont disponibles pour 52 pays. La méthode employée pour calculer les gains potentiels part de la définition de la production (Q), qui s'obtient en multipliant le rendement (Y) par la superficie (A):  $Q = Y * A$ . Ensuite, si l'on applique le scénario d'un écart de productivité de 20 pour cent, on pose que le rendement des exploitations dirigées par des femmes ne représente que 80 pour cent de celui des exploitations à direction masculine, soit  $Y_f = 0,8 * Y_m$ . (Les indices inférieurs f et m indiquent respectivement les femmes et les hommes). À présent, si l'on pose que P est la part des terres exploitées par des femmes, on obtient  $Q = Y * A$  sous la formule:  $Q = Y_f * P * A + Y_m * (1-P) * A$ . Une fois trouvé  $Y_m$ , utiliser la formule  $Y_f = 0,8 * Y_m$  pour obtenir  $Y_f$ . Partant de l'hypothèse que l'on a réussi à combler l'écart hommes-femmes en matière d'actifs productifs, amener  $Y_f$  au même niveau que  $Y_m$  et en dériver ainsi le nouveau niveau de production  $Q^*$ .

à la réduction du fossé hommes-femmes soit consommée dans le pays.

Lorsqu'on incorpore les gains potentiels de production calculés ci-dessus à la formule visant à estimer le nombre de personnes sous-alimentées, on obtient une quantification approximative de la contribution que la réduction de l'écart hommes-femmes pourrait apporter à la lutte contre la faim. Ainsi, si l'on comblait les écarts de l'ordre de 20 à 30 pour cent, avec comme corollaire une augmentation de la production nationale de 2,5 à 4 pour cent, on pourrait obtenir, dans les pays pour lesquels on dispose de données, un recul de 12 à 17 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées.<sup>14</sup> On estime qu'en 2010, 925 millions d'habitants de la planète étaient sous-alimentés, dont 906 millions dans les pays en développement (FAO, 2010g). Avec des gains d'une telle ampleur, on pourrait réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes qui vivent la faim au quotidien. Et pour les pays où la faim est encore plus répandue et où les femmes jouent un rôle important dans le secteur agricole, ce recul de la faim pourrait profiter à une proportion encore plus importante de personnes.

Mais ces gains de production potentiels ne représenteraient que le premier effet, un effet direct. À terme, l'amélioration de la productivité ne manquerait pas d'avoir d'autres incidences telles que l'augmentation de la demande de main-d'œuvre par le secteur agricole, mais aussi de biens et services de production locale (Hayami et divers collaborateurs, 1978; FAO, 2004). La hausse de la production pourrait entraîner une baisse des prix des produits agricoles, en fonction de la réactivité de la demande et du degré d'ouverture des échanges commerciaux. Rappelons que dans les pays en développement, la plupart des ménages sont des acheteurs nets de produits alimentaires, y compris dans les campagnes, et qu'ils bénéficieraient donc d'une chute des prix des produits alimentaires de base. En revanche, les

revenus des exploitations agricoles pourraient en pâtir, à moins que les marchés soient suffisamment développés pour absorber le surcroît de production.

### **Autres avantages sociaux et économiques découlant de la réduction du fossé hommes-femmes**

Outre l'augmentation de la production et celle du revenu, la réduction du fossé hommes-femmes dans le secteur agricole produirait un certain nombre d'avantages sociaux et économiques de plus grande portée, en permettant aux femmes de se procurer et de maîtriser plus facilement ressources et revenus. Les faits recueillis en Afrique, en Asie et en Amérique latine montrent en effet de façon uniforme que, lorsque les femmes obtiennent un meilleur statut et affirment davantage leur pouvoir au sein du ménage, ce sont leurs familles qui en bénéficient. En augmentant leur contrôle sur les sources de revenus, les femmes se trouvent en meilleure position pour négocier lorsqu'il s'agit de prendre des décisions économiques en matière de consommation, d'investissement et de production. Lorsque les femmes exercent une plus grande influence sur les décisions économiques, on voit que leurs familles affectent une part accrue de revenus à la nourriture, à la santé, à l'instruction, aux vêtements des enfants et à leur nourriture.<sup>15</sup> C'est pour de telles raisons qu'aujourd'hui, dans de nombreux pays, les programmes de protection sociale ciblent de façon spécifique la population féminine (voir Encadré 8).

De nombreuses études ont établi une corrélation entre le revenu dont disposent les femmes et le renforcement de leur pouvoir de négociation au sein de la famille, mais aussi l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants, laquelle influence à son tour la santé et les résultats scolaires (Smith et divers

<sup>14</sup> Les données concernant la proportion de femmes exploitantes agricoles ainsi que le nombre de personnes sous-alimentées sont disponibles pour 34 pays.

<sup>15</sup> Citons, parmi les études importantes dans ce domaine, Behrman et Deolalikar (1988), Behrman et Wolfe (1989), Kennedy et Peters (1992), Kennedy et Haddad (1994), Hoddinott et Haddad (1995), Thomas (1997), Haddad (1999), Katz (2000), Quisumbing et Maluccio (2000), Smith *et al.* (2003), Doss (2005).

## ENCADRÉ 8

**Canaliser les paiements de transfert vers les femmes, au titre de prestations sociales**

Les programmes de transferts conditionnels représentent un type de protection sociale qui prévoit le transfert d'argent en espèces ou de prestations en nature au bénéfice de ménages généralement défavorisés, à la condition que ces ménages entreprennent certains types d'investissement en capital humain dans l'intérêt de leurs enfants. Les femmes sont souvent ciblées comme bénéficiaires de ces paiements, car on a constaté qu'elles sont plus enclines que les hommes à donner la priorité à une bonne nutrition des enfants. De manière générale, les investissements envisagés concernent la santé – par exemple les soins périnataux, les bilans de santé ou la présence à des sessions d'information sur la santé –, mais aussi l'instruction – que l'on mesure généralement au moyen des taux d'inscription et de fréquentation scolaires. Les programmes de transferts conditionnels se sont rapidement propagés dans le monde en développement. Ils ont commencé en 1997 au Mexique avec le programme Oportunidades (auparavant connu sous l'appellation PROGRESA – Programme d'éducation, de santé et de nutrition), pour se répandre dans toute la planète, si bien qu'aujourd'hui toutes les régions en développement ont un programme de transfert conditionnel sous une forme ou sous une autre, même si c'est en Amérique latine qu'ils sont les plus répandus.

Les programmes de transferts conditionnels se prêtent à une utilisation directe ou indirecte pour lutter contre les inégalités entre hommes et femmes. Hormis quelques programmes concernant les écoles secondaires, les bénéficiaires de ces transferts sont dans leur grande majorité les mères de famille. Ce choix s'appuie sur le constat irréfutable selon lequel, lorsque les femmes, et les mères en particulier, sont en mesure de gérer une proportion plus élevée du revenu des ménages, les

familles tendent à consacrer une part supérieure de leur budget à l'éducation, à la nutrition et au bien-être de leurs enfants. Ce phénomène a été confirmé par des évaluations a posteriori des programmes de transferts conditionnels: on voit que l'influence sur la façon dont l'argent est employé dépasse le simple effet de surcroît de revenus occasionné par le transfert, et que les ménages bénéficiaires consacrent une plus grande part de leurs revenus à l'alimentation (Schady et Rosero, 2008) ainsi qu'une proportion relativement plus importante de leurs revenus à l'achat d'aliments plus nutritifs (Macours, Schady et Vakis, 2008).

Ces programmes sont sous-tendus par une idée importante bien qu'implicite, à savoir qu'en orientant les transferts vers les mères de famille, ils renforcent la capacité de négociation des femmes lors de la prise de décisions internes aux ménages. Certains programmes de transferts conditionnels affrontent également de façon directe et avec de bons résultats l'inégalité entre hommes et femmes. Au Bangladesh et au Pakistan, on a instauré des programmes visant à promouvoir l'inscription des filles dans le système éducatif public. Au Bangladesh, le Projet d'assistance aux écolières du secondaire (FSSAP) offre un viatique aux fillettes et aux jeunes filles entre 11 et 18 ans pour les encourager à fréquenter l'école secondaire, tandis qu'au Pakistan, le Programme de réforme du secteur éducatif du Pendjab (PERSP) distribue des « bourses d'étude » aux fillettes de 10 à 14 ans pour favoriser leur scolarisation. Ces deux programmes ont particulièrement bien réussi à augmenter les taux d'inscription: selon les estimations de Khandker, Pitt et Funta (2003), le FSSAP a réussi à accroître le taux d'inscription des jeunes filles de 12 pour cent, tandis que le PERSP l'a augmenté de 11 pour cent, si l'on en croit Chaudhury et Parajuli (2010).

collaborateurs, 2003). C'est aux Philippines que l'on a recueilli les premiers éléments démontrant qu'en attribuant à la mère une part accrue du revenu du ménage, on augmentait de façon significative la consommation alimentaire de la famille (Garcia, 1991). Ce constat a été renforcé par les données recueillies au Brésil, selon lesquelles le revenu maternel a davantage d'incidence sur les indicateurs nutritionnels des enfants que le revenu paternel, les femmes dépensant en outre beaucoup plus que les hommes pour l'éducation, la santé, et les services à la famille (Thomas, 1997). Dans les familles élargies du Mexique, l'incidence de l'augmentation du revenu familial sur la situation nutritionnelle des enfants est fonction du titulaire de ce revenu: ainsi, lorsque la mère, ou tout autre membre féminin de la famille, jouit de revenus plus élevés, cela a un impact positif et substantiel sur la nutrition des enfants; en revanche, tel n'est pas le cas lorsque le titulaire du revenu est un homme (Djebbari, 2005). Des observations plus récentes effectuées au Malawi confirment qu'en améliorant l'accès des femmes – mais non des hommes – au crédit, on augmente les dépenses alimentaires globales de la famille et on améliore la sécurité alimentaire à long terme des fillettes (Hazarika et Guha-Khasnobis, 2008).

L'inégalité particulièrement accentuée entre les hommes et les femmes d'Asie du Sud contribue à expliquer, au moins en partie, pourquoi les taux de malnutrition infantile y sont deux fois supérieurs à ceux observés en Afrique subsaharienne (Smith et divers collaborateurs, 2003). Tant il est vrai que l'Asie du Sud, quoique mieux placée que l'Afrique subsaharienne en termes de revenu national, de démocratie, d'approvisionnements alimentaires, de services de santé et d'éducation, continue d'accuser un retard en ce qui a trait à la malnutrition infantile. C'est ce que l'on a appelé « l'énigme asiatique », dont la caractéristique est que le statut, la situation sanitaire et le taux d'urbanisation de la femme sont des facteurs déterminants dans la lutte pour combler le déficit nutritionnel des enfants. Des observations récentes effectuées au

Bangladesh confirment que la situation nutritionnelle à long terme des enfants est meilleure dans les familles où les femmes ont un statut meilleur et reconnu de manière effective (Bhagowalia et divers collaborateurs, 2010).

L'amélioration de l'égalité entre hommes et femmes pour ce qui est de l'accès aux opportunités et aux actifs productifs ne se borne pas à améliorer la nutrition, la santé et l'éducation: elle peut également avoir une incidence durable sur la croissance économique, en augmentant le niveau de capital humain dont dispose la société.<sup>16</sup> En comblant le fossé hommes-femmes, on stimule le développement économique, tout particulièrement grâce à l'incidence de l'éducation féminine sur la fécondité, la mortalité infantile et la création de capital humain au sein de la génération suivante. Au bout de quelques années, la chute des taux de fécondité conduit à ce que Bloom et Williamson (1998) ont appelé « le cadeau démographique », à savoir que la population en âge de travailler croîtra plus vite que le reste de la population, entraînant une réduction du nombre de personnes à prendre en charge et favorisant, par là même, la croissance du revenu par habitant.

Il est vrai, par ailleurs, qu'en réduisant le fossé hommes-femmes en matière d'accès aux opportunités, on élargit le réservoir de talent; ce faisant, et partant de l'idée que le talent se répartit de façon égale entre hommes et femmes, on induit à nouveau une augmentation du capital humain au sein de la population active. Ces études sur la croissance pâtiennent des contraintes habituelles: l'impossibilité de fixer l'orientation de la causalité et le fait que la stimulation de la croissance entraîne une réduction des inégalités entre hommes et femmes, en conférant davantage de pouvoir économique aux femmes. Il demeure qu'en comblant le fossé hommes-femmes en matière d'éducation et d'emploi, on renforce la croissance à long terme.

<sup>16</sup> Signalons quelques études importantes dans ce domaine: Dollar et Gatti (1999), Klasen (2002), Knowles, Lorgelly et Owen (2002), Kalaitzidakis et divers collaborateurs (2002), Lagerlöf (2003), et Klasen et Lamanna (2009).



### ■ Messages-clés

- Les agricultrices sont tout aussi efficaces que les agriculteurs, mais elles produisent moins parce qu'elles cultivent des surfaces moins importantes, qu'elles utilisent moins d'intrants et qu'il leur est plus difficile d'obtenir des services importants tels que les conseils de vulgarisation.
- En réduisant le fossé hommes-femmes en matière d'utilisation de ressources productives et de services, on pourra libérer le potentiel de productivité des femmes, ce qui est de nature à augmenter de façon substantielle la production. En comblant ce fossé, on pourrait obtenir une augmentation de la production agricole de 2,5 à 4 pour cent en moyenne dans le monde en développement, et les gains les plus importants se réaliseraient dans les pays où les femmes sont le plus engagées dans le secteur agricole et où le fossé hommes-femmes est le plus large.
- En augmentant la production agricole de cet ordre de grandeur, on pourrait réduire le nombre de personnes sous-alimentées de 12 à 17 pour cent, ce qui contribuerait de façon significative à atteindre l'Objectif 1C du Millénaire. Ainsi sont mises en lumière les synergies existant entre la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et la réduction de la pauvreté extrême et de la faim.
- Lorsque les femmes ont la maîtrise d'un supplément de revenu, elles en consacrent une part plus importante que les hommes à l'alimentation, à la santé, aux vêtements et à l'éducation de leurs enfants. Ce comportement a des effets positifs et immédiats sur le bien-être, mais aussi, à long terme, sur la formation de capital humain et sur la croissance économique, grâce à l'amélioration de la santé, de la nutrition et du niveau d'instruction.